royaliste
BIMENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Irresponsables

À chaque tragédie, les chaînes d'information affirment jouer un rôle essentiel en diffusant en continu, ce qui vient de leurs sources et ce qui est filmé sur le terrain.

On regarde, on écoute… puis on apprend qu'on a été dupé par des irresponsables. Tel fut le cas lors des prises d'otages à Dammartin-en-Goële et à la Porte de Vincennes. Malgré les mises en garde répétées des autorités, des policiers et de simples citoyens, les chaînes télévisées ont présenté comme informations des rumeurs qui auraient pu déclencher des mouvements de panique - notamment celle relative à un tireur dans le métro. Elles ont donné les noms des frères Kouachi alors que les autorités voulaient que cette information reste secrète pour prendre plus facilement les deux tueurs. Elles ont diffusé en boucle des images qui permettaient aux terroristes de repérer les positions des policiers et des gendarmes.

La compassion pour les victimes, ça oui, à longueur d'antenne. Mais surtout les infos et les images qui permettent de gagner des parts de marché dont on se réjouit sans la moindre pensée pour les vies qu'on met en danger.

Islamisme

Comment réagir ?

Syriza

Risques et espoir

p. 4

Pakistan

À la croisée des chemins

p. 6/7

Du 16 janvier au 29 janvier 2015 - 45e année - Numéro 1070 - 3,20 €

royaliste
BIMENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

Rédaction-administration
38, rue Sibuet - Boite no 13
75012 Paris
Tél : 01 42 97 42 57
Dir. publication : Y. Aumont
Com. paritaire :
05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

SOMMAIRE

P 1 : Cible : Irresponsables
P 2 : Engagement - Modernes brigadistes
P 3 : Terrorisme - Les mots pour le dire
P 3 : Écho des blogs : Macron-régression
P 4 : Syriza - Le « risque » grec, c'est notre espoir
P 5 : États-Unis - De King à Obama
P 5 : Brèves : Géorgie, Thaïlande, Népal, Albanie, Cambodge
6/7 : Pakistan - « À la croisée des chemins »
P 8 : Hollandisme - Précis d'insouveraineté
P 9 : Idées - Controverse à propos de Zeev Sternhell
P 10 : Littérature - Anatomie d'un naufrage
P 11 : Aïe ! La Poste - 21 janvier - Mercredis de la NAR - Congrès de la NAR 2015
P 12 : Éditorial par Bertrand Renouvin

Communiquer avec la NAR

info@nouvelle-action-royaliste.fr

http://www.nouvelle-action-royaliste.fr

http://archivesroyalistes.org

http://nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation

Tél. : 01 42 97 42 57

Engagement

Modernes brigadistes

L'horreur légitime ressentie après les meurtres d'otages ne doit pas empêcher d'examiner avec sang-froid la question des djihadistes français et de la traiter dans le respect de nos traditions nationales.

Plus de 2 300 djihadistes occidentaux, dont un millier de Français, combattraient en Syrie, parfois sans aucun lien familial ni culturel avec l'islam. Si des Britanniques ont demandé : « *À quand des brigades internationales allant combattre l'État islamique ?* », (1) le Professeur Paul Preston a affirmé que la Syrie n'est pas une autre guerre d'Espagne. (2) Le rapprochement entre les deux conflits rappelle cependant que l'engagement armé d'individus dans des guerres étrangères pour des raisons idéologiques est une réalité ancienne, y compris pour de jeunes Français.

À tout seigneur tout honneur, La Fayette est assurément leur grand ancêtre. Il combattit en effet pour l'Indépendance américaine directement au sein des troupes américaines et non comme membre du corps expéditionnaire français commandé par Rochambeau.

Pas moins de 10 à 15 000 Français participèrent à la guerre de Sécession. Des colons mais aussi des volontaires venus du Vieux Monde grossir les troupes nordistes, comme le comte de Paris, le duc de Chartres et le prince de Joinville, ou les rangs sudistes comme le prince Camille de Polignac, général de division de l'armée confédérée.

De 1936 à 1938, près de 10 000 Français se battirent aux côtés des républicains espagnols (contre 300 dans le camp adverse) et 2 500 d'entre eux y laissèrent la vie.

En Indochine plusieurs milliers de « soldats blancs de Hô Chi Minh » combattirent l'armée française aux côtés du Viêt-minh, par pacifisme ou anticolonialisme. (3)

En Algérie aussi des soldats français rejoignirent la rébellion pendant que des civils commettaient des actes de sabotage ou portaient des valises.

Dans les années 70-80 c'est au tour de militants droitistes de participer à des conflits armés, au nom de leur idée de l'Occident chrétien.

En 1976, une cinquantaine d'étudiants s'enrôlent, le temps d'un été dans les phalanges libanaises. Puis ce furent les barouds d'honneur pour la Rhodésie blanche et, au début des années 80, la lutte contre l'État birman aux côtés des Karens. Les itinéraires d'un Patrick Ollivier, (4) où même de Bob Denard, montrent que la frontière entre engagement militant et mercenariat tendait alors à s'estomper.

Quelques années plus tard, le conflit yougoslave a mobilisé de nouveaux militants d'extrême droite (au sein de la Légion noire croate) mais aussi de jeunes français musulmans.

Pour Paul Preston : « *[...] la lutte des volontaires en Espagne est devenue le combat de la majorité des citoyens français et britanniques. Rien de tel ne se produira en Syrie, quelle que soit l'issue de la guerre.*» Le fanatisme des djihadistes empêcherait leur réinsertion sociale. Malgré cette thèse discutable, la France devra pourtant réintégrer ses djihadistes dans la communauté nationale, que cela plaise ou non.

Il y a en France des millions de Français musulmans et autant de musulmans qui veulent être français. Leur intégration se fait lentement mais sûrement. Nous n'avons pas le droit de fragiliser ce processus en remuant le fantasme d'une 5e colonne trouvant aide et complaisance dans nos banlieues. Ni de laisser penser que certains Français le sont moins que d'autres. C'est pourtant ce qu'a fait le gouvernement, probablement à son corps défendant, en menaçant de retirer la nationalité française aux binationaux coupables de terrorisme.

Une telle sanction favoriserait la confusion dans l'opinion entre immigré, islam, islamisme et terrorisme. Elle fait l'impasse sur les vraies raisons du passage à l'acte des djihadistes, que sont le chômage, la misère sociale ou les difficultés à se construire comme adulte dans notre société obsédée par l'argent et le paraître. Pour la faire oublier, il faudra envoyer un signe fort à des jeunes qui doutent trop souvent de leur avenir dans notre communauté nationale et de notre souhait sincère de les y accepter.

Laurent LAGADEC

(1) *Marianne* nº 921 du 12 au 18 décembre 2014.

(2) https://histoiredespagne.wordpress.com/2014/12/06/la-syrie-nest-pas-une-autre-guerre-despagne/

(3) Adila Bennedjaï-Zou & Joseph Confavreux – « ***Passés à l'ennemi*** », Tallandier, 288 pages, 08/2014, prix public : 20,90 €.

(4) Patrick Ollivier – « ***Soldats de fortune*** », Éd. Gérard de Villiers, 03/1990, 263 pages.

http://etudesgeostrategiques.com/2013/01/07/mercenaires-etou-volontaires-engagements-de-combattants-francais-de-la-rhodesie-a-la-yougoslavie-1976-1995/

Terrorisme

Les mots pour le dire

Sous l'empire de l'émotion, journalistes et politiques lancent des mots qui retentissent fortement sans se soucier de leur signification et de leur portée. Essayons d'y voir un tout petit peu plus clair.

Les mots sont décisifs car ce sont eux qui définissent la réalité et qui influent fortement sur le regard que nous y portons. Ceux prononcés pendant les opérations terroristes des 7 et 8 janvier méritent examen afin que la situation soit plus précisément définie.

Barbarie. Oui, sur le moment, il faut employer ce mot. Mais le militant de Daiish, le milicien balkanique, l'homme de main des marchands de drogue… savent d'expérience que la cruauté s'apprend : elle est le résultat d'un entraînement physique et psychique qui est la condition de l'efficacité meurtrière. Cette éducation pour la mort peut être donnée à un autodidacte comme à un universitaire distingué.

Guerre. *Nous sommes en guerre !* La proclamation solennelle semble marquer une nouvelle période de notre histoire. C'est se payer de mots avant d'aller se mettre sous la couette. Distinguons. La France est en guerre au Mali et en Irak après avoir fermé le théâtre afghan : son armée est engagée et nos soldats risquent leur vie. Nous, peuple français, ne sommes pas en guerre parce que le territoire national n'est pas envahi, parce que nous ne sommes pas sous l'uniforme, parce que nous n'avons pas à combattre les armes à la main.

Mobilisation. La mobilisation des Français est politique : ils se rassemblent spontanément dans les rues, ils défilent, mais cette mobilisation civique des grands jours se termine par l'indispensable retour à la vie normale. Les terroristes veulent déstabiliser puis disloquer la société : leur montrer que la vie continue est la plus simple et la plus forte réponse qu'un peuple puisse leur apporter.

***USA Patriot Act*, 11-Septembre**. L'américanomanie s'est immédiatement répandue sur les ondes. On recherchait il y a quelques années « l'Obama » français après avoir demandé un « Clinton français ». Tout de suite, les médias ont dit que, le 7 janvier, la France avait vécu son 11-Septembre et l'on disserte sur la nécessité, ou pas, d'un « Patriot Act à la française ». Entre autres différences, les attentats aux États-Unis ont frappé un pays qui n'avait jamais été bombardé et qui n'a jamais connu la confrontation avec une armée étrangère sur son sol : d'où des réactions nécessairement très différentes des nôtres. Quant au *USA Patriot Act* (1), il signifie Guantanamo, la torture, les prisons clandestines de la CIA. Nous pouvons vaincre, quant à nous, dans le cadre de l'État de droit.

Citoyens du monde. C'est ce que proclame la banderole sur la mairie de Paris. La connerie de la gauche n'en finira jamais de nous étonner. C'est la nation française qui résiste. Ce sont les citoyens français qui sont dans la rue.

Jacques BLANGY

(1) *Royaliste* nº 1068, page 3.

Écho des blogs

Macron la régression

Le petit commis des banquiers et du Medef n'en finit pas de vaticiner.

Voici peu, il déclarait aux Échos que « *l'économie du Net est une économie de superstars. Il faut des jeunes Français qui aient envie de devenir milliardaires* ». C'est une provocation doublé d'une idiotie. *Vingt minutes* (1) a eu la bonne idée d'interroger Pierre-Paul Zalio, sociologue et président de l'École nationale supérieure de Cachan, qui fait observer ceci : « *Quand on interroge les chefs d'entreprise sur leur motivation, c'est rarement l'enrichissement personnel qui vient en premier. Ils espèrent innover, changer les choses. Et surtout une majorité veut assurer son propre emploi.* »

Il y a pire que les sornettes du commis Macron. Il y a la loi Macron que des députés réellement socialistes devraient jeter aux poubelles de l'Assemblée. Sur le site de *La Tribune* (2), Philippe Noguès montre que cette loi inspirée par une idéologie mille fois démentie - et par des intérêts aussi gros que gras - est un empilement de mesures hétéroclites qui conduiront au désengagement de l'Etat, à la dérèglementation juridique et à la destruction d'emplois : « *Les versions les plus fréquemment évoquées espèrent 10 à 15 000 créations de postes, quand certaines parlent plutôt, au vu des expériences dans plusieurs pays européens, de destructions d'emplois liées à la disparition des petits commerces face aux ouvertures dominicales des grandes surfaces. D'ailleurs seules les grandes surfaces sont aujourd'hui demandeuses ! Bref, chacun s'accorde aujourd'hui pour dire que l'impact sera, au mieux, minime en termes d'emplois et, pire, destructeur du tissu économique et de certains acquis sociaux du XXe siècle. Est-ce cela la modernité ?* »

Inspecteur du travail aujourd'hui à la retraite, Gérard Filoche livre une analyse très détaillée de la loi et montre son extrême dangerosité (3) : « *La déréglementation à la Macron, (et de ses annexes Mandon, Rebsamen) frappe tout, l'inspection du travail, la médecine du travail, la justice du travail, le droit pénal du travail, les institutions représentatives du personnel, et même le bulletin de paie qui deviendra opaque. Elle s'en prend aussi à toutes les professions de droit, avocats, avoués, notaires, huissiers, greffiers, afin de les soumettre aux « firmes » juridiques anglo-saxonnes qui s'empareront ainsi du traitement de nos successions et des ventes. Alors qu'il aurait fallu transformer ces officines en service public et contrôler leurs actes et leurs coûts, elles vont, au contraire, être éclatées et davantage soumises aux puissantes et rapaces multinationales juridiques.* »

La loi est pulvérisée dans le document, qu'il faut diffuser largement.

Annette DELRANCK

(1)http://www.20minutes.fr/economie/1512151-20150107-macron-milliardaires-coince-france

(2)http://www.latribune.fr/opinions/bunes/20150109tribf27c6364a/loi-macron-un-empilement-de-mesures-destructeur-du-tissu-economique.html

(3)http://www.les-crises.fr/projet-de-loi-macron-en-route-pour-le-regressisme-par-gerard-filoche/

Syriza

Le « risque » grec, c'est notre espoir

Les élections législatives du 25 janvier peuvent conduire à la victoire de Syriza. Ce parti social-démocrate, qui ne réclame pas la sortie de la zone euro, peut être entraîné plus loin qu'il ne veut aller.

Ni prévisions, ni prédictions. Rien n'est joué : ni la victoire de Syriza, ni l'ampleur de son éventuelle victoire. Le Premier ministre Samaras et son gouvernement ainsi que la Commission européenne et le gouvernement allemand mènent une violente campagne fondée sur un classique chantage à la peur du chaos. Tel est le seul argument qui peut leur sauver la mise… et maintenir la Grèce en état de catastrophe. Car la propagande pieusement répercutée en France par la presse européiste se heurte à des démentis d'une cinglante évidence.

Il faudrait, nous dit-on, que les Grecs soient raisonnables. *Ce n'est pas au moment où la croissance repart, où l'excédent primaire du budget est rétabli, où les sacrifices commencent à payer, qu'il faut relâcher les efforts et s'en remettre à des irresponsables*. Autant de mots, autant de mensonges.

La croissance n'est pas revenue : les 0,7 % de croissance de 2014 s'inscrivent dans une récession de près de 25 % depuis 2009.

Le chômage est toujours à un taux insupportable : 26,5 % et la pauvreté touche un tiers de la population.

L'excédent primaire est une illusion. Si, par hypothèse, on congédie tous les fonctionnaires et si de surcroît on ferme les hôpitaux, on aura un superbe excédent primaire dans un pays totalement effondré.

L'endettement public, loin de se réduire, a considérablement augmenté. Taux d'endettement en 2007 : 120 % du PIB. Taux d'endettement en 2014 : 172 % du PIB alors qu'il y a eu un défaut partiel en 2012 !

L'investissement s'est effondré et l'avenir du pays est durablement compromis.

Si Samaras gagne les élections, si la Troïka continue de régenter la Grèce, il faudra encore baisser les salaires, les dépenses publiques, les dépenses de santé… Combien de suicides, combien de malades morts faute de soins, combien de fonctionnaires liquidés faudra-t-il compter pour qu'on annonce dans cinq ou dix ans, à Francfort, Bruxelles, Washington et Berlin que la population doit encore faire des sacrifices pour sortir de la crise ?

Face à la stratégie mortifère de l'oligarchie européiste, Syriza représente pour la Grèce et pour toute l'Europe du Sud un espoir. Ce parti n'incarne pas à strictement parler une gauche « radicale » puisqu'il ne milite pas pour la sortie de la zone euro et pour le programme économique et social qui en résulterait. C'est plutôt un parti social-démocrate, qui offre le début d'une issue en annonçant ceci :

- Annulation des deux tiers de la dette publique ;

- Moratoire sur les dettes des ménages et des petites entreprises à l'égard des banques ;

- Recapitalisation des banques sans inscription des sommes nécessaires dans la dette publique ;

- *Clause de développement* excluant du budget les crédits engagés pour la relance de l'économie ;

- Mesures sociales d'urgence : électricité gratuite et bons d'alimentation pour des centaines de milliers de ménages, treizième mois pour les retraites inférieures à 700 euros…

- Retour au salaire minimum de 751 euros (450 euros actuellement), restauration des conventions collectives, suppression des dispositions sur les licenciements massifs, plan de création de 300 000 emplois…

Le programme de Syriza ne peut pas être accepté par Berlin, Francfort et Bruxelles. La chancelière allemande a laissé dire que la sortie de la Grèce de la zone euro était possible et les milieux européistes affirment que cette rupture ne serait pas catastrophique pour la dite zone. Si dame Merkel essaie de faire peur aux Grecs, elle se fait des illusions : à en croire les sondages, plus de la moitié des Grecs désirent le retour à la drachme. Mais si elle croit ce qu'elle fait dire, cela signifie que rien n'est plus « irrévocable » selon le mot employé par la Commission européenne. Les résultats positifs du retour à la drachme renforceront les courants hostiles à l'euro en Italie, en Espagne, au Portugal, en France.

Mais, encore une fois, rien n'est joué. Si Syriza remporte les élections et se trouve en position de force - la force que donne la légitimité populaire - il sera soumis à une formidable pression du gouvernement allemand, de la Commission et de la Banque centrale européenne qui ont déjà montré que la démocratie n'était pas leur souci premier. Mise en demeure solennelle de respecter les engagements antérieurs ? Proposition de négociations destinées à vider la politique antiaustéritaire de son contenu dans un contexte marqué par une panique boursière ?

Nul ne le sait. Mais Syriza peut résister à toutes les menaces, d'abord parce qu'il aura remporté des élections démocratiques, ensuite parce que ses adversaires sont moins puissants qu'il n'y paraît. Angela Merkel et l'extrémiste Wolfang Schäuble (ministre des Finances) peuvent crier très fort et en appeler au respect des règles mais ils ne peuvent rien imposer : la Grèce peut faire défaut sur sa dette, elle l'a déjà fait, et renvoyer le gouvernement allemand cueillir des fraises sur le Kurfürstendamm. C'est la Banque centrale européenne qui a les moyens de faire pression sur le gouvernement grec en coupant l'aide d'urgence au secteur bancaire grec. Il faudrait alors que la Banque nationale de Grèce émette sa propre monnaie pour compenser le manque d'euros…

Parier que la confrontation entre Francfort et Athènes puis la sortie grecque de l'euro n'aurait aucune conséquence sur les autres pays de la zone, et notamment sur ceux de l'Europe du Sud, est un pari très risqué. Il n'est pas sûr que Mario Draghi se lancera dans une aventure qui ajouterait la crise à la crise.

Le 25 janvier, nous serons avec Syriza. Un espoir, même fragile, c'est tout de même de l'espoir.

Sylvie FERNOY

Pour suivre la situation en Grèce : le blog (en français) de Panagiotis Grigoriou : http://www.greekcrisis.fr/, le site (en français) Okeanews : http://www.okeanews.fr/
et le blog de Jacques Sapir : http://russeurope.hypotheses.org/

États-Unis

De King à Obama

Il y a cinquante ans le Congrès américain votait la loi sur les droits civiques des Noirs. Les incidents récents entre Africains-Américains et policiers reposent la question d'une nouvelle loi sur les droits civiques.

Au cours des derniers mois, plusieurs jeunes Africains-Américains ont été tués sommairement par des policiers blancs en divers endroits des États-Unis. Les policiers ont été soit non poursuivis soit acquittés. Des manifestations ont eu lieu. À New York un individu isolé, noir, a froidement abattu deux policiers avant de se suicider. La police de New York a rendu responsable le nouveau maire, blanc, marié à une célébrité noire, militante des droits des minorités. Tout ceci intervient alors que le premier président noir de l'histoire américaine entame sa septième et avant-dernière année à la Maison Blanche. Et de se demander : où est l'Amérique post-raciale ?

Le troisième lundi de janvier (le 19 cette année) l'Amérique célèbre une journée en l'honneur de Martin Luther King. Son action fut déterminante pour obtenir l'adoption par le Congrès de deux lois sur les droits des Noirs : en 1964 la fin de la discrimination dans les lieux publics et l'emploi, en 1965 l'accession pleine et entière au droit de vote que de nombreux États restreignaient pour les Noirs. Il faut associer à son nom celui du président de l'époque, Lyndon Johnson, souvent minoré par rapport à son prédécesseur John Kennedy. Or l'Histoire a montré que tant l'aristocrate de la côte Est était réservé vis-à-vis des Noirs, tant le texan sudiste avait su s'engager en connaissance de cause et manœuvrer ses amis démocrates ex-ségrégationnistes.

Aujourd'hui la situation est radicalement différente. On peut appliquer aux luttes des années soixante en Amérique l'adage français de la fin du XIXe siècle : « *que la République était belle sous l'Empire !* » Cinquante ans plus tard, un nouveau mouvement des droits civiques comparable n'est plus pensable. Pour plusieurs raisons : d'abord il n'y a plus de personnalité de couleur du calibre du pasteur assassiné à Memphis. Son disciple Jesse Jackson a connu son heure de gloire dans les années 80. Le principal orateur « historique » intervenant dans les récentes manifestations, le révérend Al Sharpton, est largement déconsidéré. Il fait plus tort au mouvement dont il cherche à profiter pour revenir en politique.

Ensuite, il s'est créé une classe moyenne noire : quintuplement du nombre des diplômés d'université, 45 % des Noirs sont propriétaires de leur logement ; si 25 % vivent encore au-dessous du seuil de pauvreté, ils étaient 41 % en 1965. Globalement, une petite moitié des Noirs Américains a gagné en promotion sociale même s'ils restent encore loin derrière la majorité des Blancs. Inversement, l'autre moitié a vu sa situation se dégrader : les Noirs qui constituent près de 14 % de la population totale forment 37 % de la population carcérale. Un individu noir mâle sur neuf entre 20 et 35 ans est en prison. Les Noirs commettent 50 % des meurtres mais sont aussi 50 % des victimes car 93 % des meurtres sont commis entre Noirs.

En 1965 la communauté noire était structurée et motivée, les familles unies et craignant Dieu. Aujourd'hui la proportion des hommes noirs mariés et en famille est tombée de 60 à 29 %. Le nombre des naissances hors mariage est passé de 25 à 72 % (29 % chez les Blancs). Bref, entre les réussites individuelles et les échecs communautaires, quel est le dénominateur commun ? Obama a été celui-là en 2008. Il était le produit de cette évolution, il fut son catalyseur, mais contrairement à Lyndon Johnson, il n'a pas eu besoin de changer les choses. Le problème racial est effectivement passé au second plan, comme la démographie de la communauté noire désormais dépassée par les hispaniques (14 % contre 18 %). Les deux policiers tués à New York étaient d'ailleurs un hispanique et un asiatique.

En 1967, les émeutes raciales avaient fait 43 morts à Detroit, 26 à Newark. En 1991, à la suite d'une bavure policière (Rodney King), il y avait eu 53 morts à Los Angeles. En 2013 et 2014, il n'y a pas eu un seul mort dans les manifestations de protestation contre les tirs mortels des policiers (458 personnes tuées par la police en un an). Quant à changer le système pénal américain, la véritable cause de tous ces maux, personne n'y songe tant le principe de la faute est consubstantiel de la création de la première colonie américaine (par les « Pères Pèlerins » puritains) et inscrit dans les mentalités pour l'éternité.

Yves LA MARCK

Brèves

Géorgie

Le 1er décembre : Le prince héritier **David Bagration**, a été reçu par plusieurs officiels britanniques au palais de Westminster et a prononcé un discours au sein de l'institution sur la situation politique et économique de son pays.

Thaïlande

Le 15 décembre : Le prince héritier **Maha Vajiralongkorn** a divorcé de son épouse faisant craindre une prochaine crise de succession difficile au sein du royaume siamois. Ces dernières semaines, des proches et membres de la famille de son ancienne épouse, la princesse Sirasmi, avait été arrêtés pour des affaires de corruption et détournement de fonds.

Népal

Le 25 décembre : Le Rastriya Prajatantra Party-Nepal, parti monarchiste du Népal et quatrième force politique du Népal, réclame un référendum sur la question de la Constitution du pays en un État hindou. Un victoire du « oui » permettrait au roi **Gyanendra** de revenir au pouvoir dont il a été chassé en 2008. Depuis le 24 décembre, les monarchistes organisent une grande marche afin de promouvoir l'idée de la restauration de la monarchie.

Albanie

Le 29 décembre : Dans une interview, le prince **Leka II d'Albanie** a déploré l'ostracisme que subissait les Albanais dans la vallée de Preševo en Serbie et lui a apporté tout son soutien. Il suit les traces de son père, favorable à la création d'une grande Albanie, incluant le Kosovo.

Cambodge

Le 1er janvier : L'ancien Premier ministre et prince **Norodom Ranariddh** annonce son retour en politique et reprend le leadership du parti royaliste FUNCINPEC. Poste qu'il avait occupé de 1993 à 2006. Le mouvement n'a plus de députés au Parlement et au Sénat depuis 2012.

Frédéric de NATAL

Pakistan

À la croisée des chemins

Ancien élève de l'ENA, Olivier LOUIS a été chef de mission économique dans des ambassades de France à l'étranger. À ce titre, il a vécu près de quatre ans à Islamabad et trois ans à New Delhi puis il a créé en 2006 au sein de l'Institut français des relations internationales une section consacrée à l'Asie du Sud, ce qui lui a permis de redécouvrir Le Pakistan.

Dirigé par une classe politique corrompue, travaillé par l'islamisme qui opère violemment au sein d'une population qui déteste les Etats-Unis, le Pakistan est une puissance nucléaire majeure et le deuxième pays musulman du monde, dont dépend l'avenir de l'Afghanistan… Affaibli par ses crises, le Pakistan pourra-t-il retrouver le chemin de la modernité ou deviendra-t-il le pays le plus dangereux du monde ?

Royaliste : Pourquoi s'intéresser au Pakistan ?

Olivier Louis : Il y a trois bonnes raisons. **D'abord**, c'est un grand pays, le sixième du monde par sa population (180 à 200 millions d'habitants) et le deuxième pays musulman - qui sera dans dix ans, le premier. **Deuxième raison :** le Pakistan est une puissance nucléaire et son armement est supérieur à celui de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Inde. Il dispose de missiles de courte et moyenne portée et prépare un missile de longue portée. Le risque de conflit nucléaire avec l'Inde est d'autant plus sérieux que l'actuel gouvernement indien réagira militairement si de nouveaux attentats commandités par le Pakistan sont commis sur son territoire.

Troisième raison : il est inconcevable d'envisager une solution politique durable en Afghanistan sans le concours du Pakistan qui n'a cessé, jusqu'à présent, de soutenir les islamistes.

Royaliste : Que retenir de l'histoire du Pakistan ?

Olivier Louis : Le pays porte le poids de la façon dont s'est passée - et mal passée - la partition de l'Empire britannique des Indes en deux Etats indépendant. Deux aspects de cette partition continuent de peser sur le Pakistan :

D'abord l'incohérence de la demande d'indépendance qui a été portée par un parti, la Ligue musulmane, et par un homme - Muhammad Ali Jinnah - qui représentaient une bourgeoisie musulmane d'hommes de loi, de commerçants, de propriétaires fonciers et d'industriels originaires du centre de l'Inde. Or, dans toutes les régions du centre, les musulmans ne constituaient que 10 % de la population : il était donc impossible d'y créer un État séparé. L'État pakistanais ne pouvait être créé que dans les deux zones où il y avait une majorité de musulmans - le Pendjab à l'Ouest et le Bengale à l'Est. Or, dans ces deux régions, la Ligue musulmane qui portait le projet d'indépendance du Pakistan était inexistante car la population musulmane de ces régions n'avait aucun désir de créer un État indépendant. D'où la stratégie suivie par la Ligue musulmane : composée de musulmans très modérés, elle n'a pas hésité à se lancer dans une campagne passionnelle pour essayer de convaincre les masses musulmanes du Pendjab et du Bengale de voter en sa faveur aux élections de 1946. On a donc prêché, au nom de l'islam, la violence anti-hindoue : on a promis l'État islamique, la charia, et on a affirmé que le refus de vote en faveur de la Ligue musulmane conduisait en enfer. Les élections ont été gagnées et l'indépendance obtenue. Mais le coût a été terrible : La partition a fait entre 250 000 et 1 500 000 morts selon les estimations et 14 millions de réfugiés, 7 millions de musulmans et 7 millions hindous.

Ce passé sanglant continue de peser sur l'histoire du Pakistan.

Deuxièmement, quand l'État a été créé, le gouvernement du Pakistan a été formé par les chefs de la Ligue, qui n'étaient ni du Bengale ni du Pendjab, qui ne parlaient pas les langues locales, qui n'avaient aucun lien avec les masses musulmanes locales.

Ils se sont appuyés sur l'administration coloniale et sur les militaires de l'ancienne armée impériale qui étaient essentiellement pendjabis et sur les grandes familles féodales qui régnaient sur ces régions peu développées. L'État n'a pas été créé selon les vœux de la population, il a été imposé de l'extérieur sur un mode colonial. C'est pourquoi le Bengale devenu Pakistan de l'Est, où vivait la majorité des Pakistanais, s'est senti de plus en plus aliéné par la politique du gouvernement central. Celui-ci avait d'ailleurs imposé comme langue officielle de tout le pays l'urdu qui n'est pas parlé par les peuples du Pakistan mais par les musulmans du centre de l'Inde. Cette aliénation est la cause principale de la création du Bengladesh en 1971. Aujourd'hui, les structures que je viens de décrire continuent de caractériser le Pakistan. C'est la **première conséquence** de la partition.

Deuxième conséquence de cette partition : l'impossibilité de définir une relation pacifiée avec l'Inde. Le Pakistan de 1948 n'était pas le Pakistan souhaité par Ali Jinnah : le Congrès indien n'a accepté d'affecter au Pakistan que la moitié du Bengale, la moitié du Pendjab ou vivaient les populations musulmanes alors que Ali Jinnah voulait ces provinces en totalité. D'où un grand ressentiment. Depuis 67 ans, les relations avec l'Inde sont plus que tendues : il y a eu quatre guerres - en 1947-1948 qui a porté sur le Jammu-et-Cachemire et a conduit à la division de cet ex-État princier entre les deux protagonistes, en 1966 sur la même région, en 1971 au Bengladesh, en 1998 de nouveau sur le Cachemire. Trois d'entre elles ont été provoquées par le Pakistan, qui a envoyé des troupes irrégulières et régulières dans la partie indienne du Cachemire pour tenter de l'annexer. Dans les trois cas, le Pakistan était sur le point

d'être battu, la communauté internationale est intervenue et le statu quo n'a pas été modifié. En 1971, l'armée pakistanaise s'est rendue à l'armée indienne à Dacca, la capitale du Pakistan de l'Est et le Bangladesh a été créé. Indira Gandhi aurait pu attaquer le Pakistan de l'Ouest mais elle a préféré ne pas pousser son avantage et chercher une cohabitation pacifique avec le Pakistan - qu'elle n'a pas obtenue.

Ces relations belliqueuses avec l'Inde expliquent le rôle de l'armée pakistanaise dans la vie politique du pays. Sur 67 ans d'existence, on compte 33 ans de dictature militaire et à l'exception des six années du gouvernement de Zulfikar Ali Bhutto, l'armée a toujours contrôlé les autorités civiles. C'est l'armée qui définit la politique de défense et les options fondamentales de la politique étrangère - les relations avec l'Inde, avec les États-Unis, avec l'Afghanistan. Elle peut aussi créer des « événements », lorsque le gouvernement veut réorienter la politique étrangère : ce fut le cas lors de l'attentat à Bombay en 2008, qui a empêché la politique de rapprochement avec l'Inde annoncée par le président Asif Ali Zardari nouvellement élu.

Royaliste : Qu'en est-il des relations du Pakistan avec les États-Unis ?

Olivier Louis : L'armée pakistanaise veut des relations étroites avec les États-Unis parce que ceux-ci peuvent lui fournir les armements modernes dont elle a besoin pour tenter de maintenir l'égalité stratégique avec l'Inde. Il y a eu un âge d'or de ces relations sous la présidence autoritaire et relativement laïque du maréchal Ayoub Khan (1958-1965) qui a été marquée par un réel développement économique et social du pays. Puis il y a eu entre 1977 à 1988 une période de coopération très étroite entre le Pakistan, les États-Unis et l'Arabie saoudite pour chasser les Soviétiques d'Afghanistan. Mais il y a eu, aussi, des périodes très difficiles car le Pakistan a développé son armement nucléaire contre l'avis des États-Unis. Nous sommes aujourd'hui dans une période de relations purement transactionnelles : le Pakistan a besoin des armes américaines, les États-Unis ont besoin du Pakistan pour éviter un désastre en Afghanistan.

Royaliste : Quel est le rôle de l'islam dans la société pakistanaise ?

Olivier Louis : Les bourgeois anglophiles de la Ligue musulmane ne voulaient certainement pas créer un État islamique ! Il y a donc toujours eu une tension entre les partisans d'un État islamique et ceux qui voulaient un État de type occidental. Ainsi, l'Assemblée constituante en 1949 a voté une résolution faisant de l'Islam la base de la législation tout en affirmant son intention de s'inspirer des déclarations de droits à l'occidentale ; cette référence fondamentale se retrouve dans la Constitution de 1973, actuellement en vigueur et la législation a été islamisée par le général Zia-Ul-Haq alors que le cadre constitutionnel reste de type britannique : deux Chambres, un Premier ministre… Ces principes islamiques et cette pratique constitutionnelle ne sont pas coordonnés et le Pakistan n'a pas trouvé son équilibre entre le politique et le religieux.

Royaliste : Les crises qui jalonnent l'histoire du Pakistan renforcent-elles ou affaiblissent-elles le pays ?

Olivier Louis : Chaque crise l'affaiblit un peu plus. Depuis 1966, date de la deuxième guerre indo-pakistanaise, le Pakistan est en déclin. **Déclin économique :** En 1997, le PIB par habitant de l'Inde a dépassé, pour la première fois, celui du Pakistan et l'écart s'est beaucoup creusé depuis… **Déclin politique :** le Pakistan est très isolé : il n'est plus dans le système d'alliance occidentale et sa position dans le monde musulman n'est pas des plus fortes.

Aujourd'hui, le Pakistan traverse une crise politique provoquée par le résultat des élections législatives de 2013, les premières de l'histoire du Pakistan qui se sont déroulées selon le processus constitutionnel normal. La Ligue pakistanaise a remporté les élections et dispose d'une large majorité au Parlement, face au Parti du peuple pakistanais de la famille Bhutto et au Mouvement pakistanais pour la Justice d'Imran Khan, ce qui a déclenché une grande vague d'optimisme. Mais le pays est, très vite, retombé dans la crise et Imran Khan mobilise les foules imposantes pour demander le renvoi du Premier ministre Nawaz Sharif qui a beaucoup déçu - comme lors de ses deux précédents passages au pouvoir. Cette campagne d'Imran Khan se fait avec la connivence des services secrets de l'armée car Sharif s'est aliéné l'armée en voulant trop vite se rapprocher de l'Inde et en décidant de faire juger le général Musharraf - ce qui scandalise l'armée. Le gouvernement est donc très affaibli, alors que le Pakistan est confronté à quatre problèmes majeurs :

La sécurité intérieure, qui est menacée de toutes parts. Il y a les attentats terroristes commis par les Talibans pakistanais - qui étaient quasi souverains au Waziristan du Nord, voisins de l'Afghanistan, jusqu'à tout récemment. Il y a les autres mouvements islamistes qui, sans s'attaquer à l'armée, commettent en toute impunité des attentats contre les chiites, les hindous et les chrétiens. Il y a également les groupes, protégés par l'armée, dont l'objectif est d'organiser des attaques terroristes au Cachemire et en Inde. Il y a les Baloutches qui réclament leur indépendance et qui sont durement réprimés. Enfin, il y a la situation à Karachi, où s'affrontent violemment des groupes mafieux qui agissent sous l'égide des politiciens locaux. Au total, il y a eu 46 000 victimes du terrorisme en dix ans. Aujourd'hui, l'armée semble avoir repris le contrôle du Waziristan et elle est censée, combattre désormais tous les terrorismes…

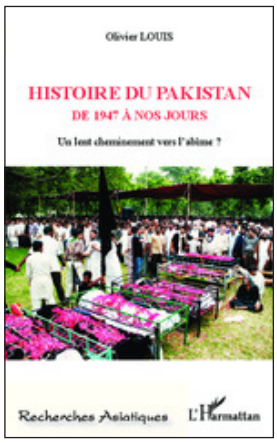
La radicalisation de la société. La principale illustration de cette radicalisation, c'est la loi sur le blasphème - lequel est passible de la peine de mort. Sur 1 600 procès, 50 condamnations à la peine capitale ont été prononcées - mais aucune n'a été exécutée car le Pakistan a décidé un moratoire sur les exécutions capitales depuis 2008. Mais certains accusés sont tués par la foule ou assassinés après leur acquittement. Un juge qui avait acquitté un accusé a été assassiné. De plus, les quartiers chrétiens sont régulièrement attaqués et des jeunes filles hindoues sont enlevées pour être mariées à des musulmans. Ces crimes ne sont pas sanctionnés. L'enseignement est marqué par l'intolérance, au lycée comme à l'université.

La stagnation de l'économie : l'industrie ne se développe pas et seule l'agriculture est facteur de croissance. Le gouvernement, qui représente les classes riches, n'agit pas alors que 60 % de la population vit avec moins de 2 dollars par jour.

L'isolement international : les relations avec les États-Unis et la Chine sont minimales et le prestige de Narendra Modi, le nouveau Premier ministre indien, qui est nationaliste et farouchement anti-musulman, est insupportable pour le Pakistan.

Propos recueillis
par B. LA RICHARDAIS

Olivier Louis « ***Histoire du Pakistan de 1947 à nos jours - Un long cheminement vers l'abîme ?*** », L'Harmattan, Coll. Recherche Asiatique, 04/2014, 268 pages, prix public : 28 €.



Hollandisme

Précis d'insouveraineté

De quoi François Hollande est-il le nom ? D'une gouvernance conçue avant lui mais qui, avec lui, se révèle dans son plein accomplissement : celui d'une « insouveraineté » qui est l'effet d'une reddition politique.

Sur le chemin de notre descente aux enfers, (1) Christian Salmon pointe « *l'instauration du quinquennat et l'inversion du calendrier électoral [qui] ont contribué à brouiller durablement la répartition des pouvoirs entre les deux têtes de l'exécutif, dispositif qui ne va plus de soi* » Il montre aussi que « *le péché originel, c'est l'abandon de la souveraineté monétaire* » qui implique la soumission à toutes les normes imbéciles édictées à Berlin-Bruxelles sur le budget, l'euro fort et les « réformes » antisociales. Nicolas Sarkozy s'était soumis en brandissant l'étendard du volontarisme, François Hollande a explicité sa normalité en confiant que le rôle de la gauche était de faire en douceur la mutation que d'autres auraient faite brutalement. Ceci sans jamais remettre en cause l'idéologie, les moyens et les objectifs de cette mutation ultra-libérale.

Lionel Jospin ne pensait pas autrement à l'époque de la « gauche plurielle », mais l'élu de 2012 va beaucoup plus loin sur la voie des abandons. Le président (?) de la République a changé de Premier ministre après les élections municipales, ce qui est contraire à l'esprit de la Ve République, et il s'est fait imposer ce changement par Manuel Valls, avec la complicité d'Arnaud Montebourg. François Hollande n'en continue pas moins de se comporter comme s'il était à Matignon, ce qui augmente une confusion qui s'étend aux rites, aux gestes, aux usages, aux mots employés. Quelques exemples ? Le président (?) de la République était en route pour Bruxelles lorsque la composition du gouvernement Valls fut annoncée dans la cour de l'Élysée. Alors que le pacte est un acte public solennel, inaugural, on additionne les mini-pactes - de croissance, de compétitivité, de responsabilité - qui sont voués à l'échec. On lance des « récits » incohérents et inconséquents qui se substituent à la parole publique. Il en résulte « un effondrement symbolique sans précédent dans l'histoire de la Ve République » qui provoque une cascade de scandales et de reniements : l'État providence est remplacé par « l'Entreprise providence », le socialisme est devenu « géostationnaire », la politique de l'offre n'est qu'une « politique de l'offrande » au patronat.

Auteur d'un ouvrage de référence sur la communication politique, (2) Christian Salmon excelle dans le démontage des opérations de propagande menées par les acteurs de la scène politico-médiatique. Nous sommes à l'heure américaine, celle du *storytelling* et des spin doctors où l'on voit Manuel Valls « installer une *brand culture* cohérente qui raconte le « produit » Valls, un mélange de fermeté, de pseudo-authenticité et de réelle agressivité. » (3) Arnaud Montebourg, quant à lui, raconte l'histoire du « réarmement de la puissance publique » et de la « réorientation de la politique européenne » avant de mener un jeu politicien en vue de la primaire de 2016 mais « son surmoi politique, ce n'est ni Roosevelt ni Colbert, c'est Kafka » car il veut le redressement économique et la restauration du politique dans un système ultra-libéral qui l'interdit. Il sera prestement piégé et liquidé par Manuel Valls en août 2014.

Le Front national de Marine Le Pen s'est tout entier livré aux techniques rentables du *marketing* politique. Il pratique le *name dropping* (on balance des noms célèbres - Todd, Marx, Gauchet - comme si on était en connivence) et il est devenu un *catch all party*, un parti attrape-tout : « *le Rassemblement bleu marine est un parti « liquide », pour reprendre le paradigme du sociologue Zygmunt Bauman, un parti caméléon capable de s'adapter à toutes les frustrations et répondre à toutes les pulsions dans une logique de marketing.* » **Et Nicolas Sarkozy ?** Analysé en de fortes pages, il est exécuté en quelques mots : c'est un joueur, livré à son addiction qui le fait toujours revenir au casino sous le regard complice des journalistes qui coproduisent le sarkozysme. Comme Berlusconi, il reproduira jusqu'à épuisement la même manière datée de faire de la politique - qui est aussi celle de Manuel Valls et de Matteo Renzi. (4)

Ces éclaircissements ne sauraient faire perdre de vue la question essentielle du livre : **la souveraineté et sa négation**. Pour Christian Salmon, « *le hollandisme est la forme politique de l'insouveraineté néolibérale, fossoyeur non seulement de la gauche, mais du politique.* » Cette insouveraineté se manifeste dans la campagne électorale permanente du président élu et de ses rivaux et par une fabrication sondagière de notoriétés qui se prennent pour des légitimités, par l'hypermédiatisation de personnages toujours guettés par la banalisation et par ses conséquences : l'écrasement de la temporalité politique dans le tempo médiatique et une « gouvernance » selon les ressentis et les apparences face à ceux - « Marine » et les polémistes en vogue - qui misent sur le marketing des pulsions.

Que faire ? Christian Salmon dit fort justement que l'État est apparu, lors de l'éclatement de la grande crise en 2007-2008, non comme le problème mais comme la solution. J'en conclus que l'insouveraineté n'a pas détruit la souveraineté : elle refuse le passage de la puissance à l'acte qu'une autorité politique, pour le moment absente, pourrait réaliser.

Bertrand RENOUVIN

(1) Christian Salmon – « ***Les derniers jours de la Ve République, La descente aux enfers*** », Fayard, 10/2014, 240 pages, prix public : 17 €.

(2) Cf. « ***Storytelling, la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*** », Coll. La Découverte Poche/essais, 11/2008, prix public : 9,50 €.

(3) *Spin doctor* : façonneur d'image ; *to brand* : marquer un animal au fer rouge.

(4) Cf. l'étude que Christian Salmon a consacrée à Matteo Renzi sur le site Mediapart, http://www.mediapart.fr/biographie/50086

Controverse à propos de Zeev Sternhell

Voilà bien longtemps que le cas Zeev Sternhell nous retient, entre intérêt et agacement. Je me souviens encore de la profonde irritation d'un Jean-Marie Domenach à son égard, mais il ne lui récusait pas le mérite d'avoir travaillé sérieusement. L'historien des origines françaises du fascisme revient régulièrement au centre des débats, surtout lorsque toute une polémique en appelle au retour des années trente, que signifierait une nouvelle radicalisation droitière du pays. Il s'agirait alors d'une tendance de fond qui s'expliquerait justement en raison de ses origines intellectuelles, profondément enracinées dans notre trame historique. Dès lors, le débat s'engage dans deux directions : celle de l'histoire proprement dite et celle de la philosophie politique. L'une et l'autre ne sont sans doute pas dissociables, mas c'est Zeev Sternhell qui oblige, en raison de sa façon de procéder, à réfléchir à leurs relations réciproques. Il accorde, en effet, une priorité radicale au rôle des idées, ce que l'on peut comprendre. Mais lorsque l'exercice confine à ce que Michel Winock appelle « l'idéalisme historique », on est en droit de craindre qu'il fasse fi « *de la complexité et de l'hétérogénéité du réel mouvant*. » Le reproche n'est pas nouveau, puisqu'il s'est décliné depuis la publication des premiers ouvrages de Sternhell. Il n'est nullement obsolète, puisqu'en dépit de nombreuses objections, l'historien israélien n'a cessé de reprendre ses thèses initiales.

Serge Bernstein et Michel Winock ont décidé de rassembler une douzaine de contributions de contradicteurs de Sternhell. Tous envisagent leur sujet avec leur angle de vue propre, et l'ensemble impressionne par la qualité et la quantité des informations présentées. Cette pluralité va d'emblée à l'encontre de l'exclusivisme d'une thématique univoque. Elle se recommande aussi par ses références précises à l'histoire réelle, avec des arguments imparables. Il n'est pas vrai, par exemple, que la France soit le lieu unique de la formation d'une idéologie pré-fasciste. Michel Winock le montre à propos de l'Italie : « *La critique de l'idéologie bourgeoise, du régime parlementaire et libéral et l'appel à une renaissance nationale se sont illustrés dans le mouvement nationaliste d'Enrico Corradini et la revue de ses partisans* Il regno*, dans le rapprochement entre des syndicalistes révolutionnaires et des intellectuels nationalistes, dans la revue de Giovanni Papini* Il Leonardo *et celle de Giuseppe Prezzolini* La Voce*, sans compter* Le manifeste futuriste *de Filippo Marinetti.* » Voilà des références précises qui regardent le mouvement des idées et qui auraient pu retenir l'attention de Sternhell, étrangement polarisé sur le cas français, avec un cercle Proudhon sur lequel il y aurait beaucoup à dire !

Mais l'intéressé s'est expliqué sur son tropisme. C'est la lecture de *Les Déracinés*, le roman de Maurice Barrès qui a produit le déclic en lui. La conception du nationalisme défini comme déterminisme, avec le culte de la terre et des morts, avait de quoi alerter sur une modalité politique et une sensibilité. Mais Barrès aurait pu tout aussi bien l'alerter sur les ambiguïtés d'une pensée et d'un itinéraire. Alain-Gérard Slama lui oppose que « *s'il est incontestable que Barrès fut la parfaite incarnation de la révolution intellectuelle de son temps, il fut aussi l'écrivain qui a le plus fortement illustré les raisons pour lesquelles la greffe du fascisme sur la droite française n'a jamais pu prendre*. »

Dans sa hâte de tout réduire à un idéal-type, l'idéologue piétine la complexité d'un personnage qu'il a pourtant suivi de près. Barrès n'a en fait jamais renié son égotisme premier dans l'élan patriotique revanchard de sa génération. « *À aucun moment la dialectique conflictuelle introduite par la modernité dans la relation du Moi avec la société n'est absente de son œuvre, et la lucidité avec laquelle il a exprimé cette tension fonde à la fois son intérêt littéraire et la légitimité de son témoignage politique*. » Autre rappel essentiel de Serge Bernstein : le petit livre de Barrès intitulé Les diverses familles spirituelles de la France, « *où dans le contexte de l'union sacrée, l'écrivain se fait le chantre d'une unité nationale pluraliste constituée de groupes divers dont aucun ne renonce à ses croyances ou à ses convictions, mais dont l'ensemble constitue la France, puisqu'il a versé son sang pour la défense de la patrie*. » J'ajoute que dans ces familles, il y a bel et bien la famille israélite, que le terrible anti-dreyfusard réintègre ainsi au sein de la communauté nationale. Il y a là plus qu'une nuance à apporter dans un tableau général.

L'article de Jacques Julliard est complètement ciblé sur ce qui est au cœur de l'argumentation sternhellienne, c'est-à-dire la rencontre entre le nationalisme et le syndicalisme. Sa connaissance aiguë du sujet lui permet de mettre en évidence le caractère fallacieux de la thèse, fondée sur une démarche méthodologique erronée, « *celle qui consiste à isoler abstraitement les éléments communs à deux ensembles idéologiques différents, voire opposés, pour en démontrer la parenté ou la filiation*. » Autre contribution importante, celle de Jean-Pierre Azéma sur Vichy. Le qualificatif de fasciste est inapproprié pour définir la nature d'un régime très particulier né des circonstances de la défaite : « *C'était une régime de la famille des régimes autoritaires, prônant un rassemblement national, dirigé par un père de la nation, qui procéderait à l'indispensable* « *redressement moral et intellectuel* » *de manière coercitive s'il le fallait, mais sans prendre pour modèle l'Italie mussolinienne et encore moins l'Allemagne hitlérienne*. » Il faut ajouter à cela la dérive liée aux exigences de l'occupant.

L'histoire proprement dite oblige à prendre ses distances avec la thèse intellectualiste. Mais Sternhell ne se montre-t-il pas également vulnérable sur le strict terrain philosophique ? Sa conception unilatérale des Lumières lui cache leur part maudite, celle qui est à l'origine du racisme moderne est à réévaluer totalement. Par ailleurs, il est étrange qu'un historien du fascisme soit aussi éloigné de la problématisation du totalitarisme au XXe siècle, telle qu'une Hannah Arendt l'a imposée. C'est encore Serge Bernstein qui le remarque : Sternhell fait la distinction rigoureuse entre ce qui relève du rétrograde et ce qui relève du progressiste. Le fascisme est donc forcément étranger au communisme. « *On peut douter que les prisonniers du goulag ou les victimes de la famine ukrainienne aient discerné les bienfaits des Lumières dans le sort qui leur était réservé*. » Remarque cruelle qui oblige à reposer en d'autres termes le malheur totalitaire.

Gérard LECLERC

Sous la direction de Serge Bernstein et Michel Winock – « ***Fascisme français ? La controverse*** », CRNS éditions, Histoire contemporaine, 10/2014, 256 pages, prix public : 20 €.

Littérature

Anatomie d'un naufrage

C'est en 2000 qu'est découvert dans les archives du musée de littérature Petôfi de Budapest le manuscrit du troisième tome des *Confessions d'un bourgeois* de l'écrivain hongrois Sándor Márai dont les deux premières parties avaient été publiées en Hongrie en 1934. Publié aux éditions Albin Michel dans une traduction de Catherine Fay porte sur la décennie 1938-1948, l'essentiel de l'analyse portant sur les dernières années du régime Horthy et sur la fin d'une élite sociale qui a entraîné tout le pays dans le chaos et permis le triomphe des communistes en 1945.

La Hongrie de l'entre-deux-guerres n'est pas une dictature au sens strict du terme. Même si Márai ne se livre pas à un cours de droit constitutionnel, il insiste sur le pluralisme des partis, le pluralisme de la presse, la qualité de sa littérature dont il est à l'époque un des brillants représentants. Une bourgeoisie et une aristocratie apportent leur soutien matériel et intellectuel à cette entreprise et Márai fréquente lui-même les salons de Buda où les grands de ce monde aiment à recevoir artistes, intellectuels et journalistes en vue. Ce sont des années d'aisance matérielle certaine pour l'auteur et il se plie aux règles de ce monde de l'élégance et du bon goût dont son statut d'homme de lettres reconnu lui ouvre les portes. Il est de ceux que l'on salue lorsque les gens du monde se promènent le soir sur les collines de Buda.

Pour autant cette élite sociale si catholique, si bien élevée, ne comprend pas la marche du monde. Elle s'accroche à un modèle social d'avant-guerre, avec ses grandes propriétés foncières, sa paysannerie trop souvent réduite à la quête de la survie, et une classe moyenne trop soumise au clientélisme des possédants pour pouvoir vraiment faire bouger les choses. Les mœurs démocratiques n'ont pas atteint la Hongrie, comme ils ont atteint la Tchécoslovaquie de Masaryk. Pourtant on y respire suffisamment bien pour que nombre de Juifs y trouvent refuge après l'arrivée de Hitler au pouvoir et l'Anschluss de 1938. Même s'ils sont des citoyens de second ordre, la sécurité de leur personne et de leurs biens est assurée. Elle le sera jusqu'à la prise du pouvoir des Croix Fléchées en 1944.

Outre son conservatisme, cette élite sociale et avec elle toute une partie de la société hongroise est gangrénée par un irrédentisme farouche. Il faut effacer l'humiliation du traité de Trianon de 1920 qui a amputé la Hongrie des deux tiers de son territoire. Márai partage cette espérance, mais il espère l'obtenir par la négociation. Hitler va tirer profit des frustrations hongroises pour mieux l'entraîner dans ses délires guerriers. L'Anschluss redonne la Haute-Hongrie au gouvernement de Budapest en 1938, puis en 1941, une partie de la Transylvanie et de la Serbie. La déclaration de guerre à l'URSS le 26 juin 1941 est le point ultime de cet asservissement de la Hongrie accueilli avec enthousiasme par les élites hongroises. Bien peu comprennent alors qu'un monde va s'effondrer et que cet effondrement va faire le lit du totalitarisme, celui des nazis hongrois d'abord puis celui des staliniens ensuite.

Hitler peut d'ailleurs compter sur la haine de la démocratie et du communisme d'une bonne partie des élites hongroises. Márai décrit non sans ironie la création de l'Ordre des Preux qui, officiellement, récompense les combattants de la Première Guerre mondiale quelque soient leurs origines sociales mais dont la droite hongroise rêve de faire l'élite d'une Hongrie régénérée. Sándor Márai évoque le malaise que suscite le retour de la Haute-Hongrie dans le giron de la mère patrie. Ce n'est pourtant pas sans émotion qu'il voit sa ville natale (Košice/Kassa) redevenir hongroise. Mais il ne supporte pas l'attitude hautaine des nouveaux fonctionnaires envoyés par Budapest tels des administrateurs coloniaux chargés de purger ces territoires de tout esprit individualiste et démocratique. Márai ne porte guère dans son cœur la Tchécoslovaquie, mais il reconnait que ses compatriotes hongrois y ont goûté le sel de la démocratie et de la liberté d'expression quelles qu'aient pu être leurs difficultés. La haine du communisme finit de convaincre les nationalistes hongrois que la victoire de Hitler peut seule les protéger du retour de la République des Conseils. Ils ont eu si peur en 1919.

Peu de portraits individuels dans cette chronique du désastre. Quelques visages pourtant apparaissent qui incarnent aux yeux de l'auteur le drame hongrois : Istvan Bethlen de Bethlen, Premier ministre de 1921 à 1931 qui ne fait rien pour moderniser la société hongroise et qui se contente d'être l'homme du retour à l'ordre après la révolution avortée de 1919. Tal Pelecki si distingué, favorable au Royaume-Uni et hostile à l'Allemagne nazie qui ne peut empêcher la traversée de la Hongrie le 6 avril 1941 par les troupes allemandes en route vers la Yougoslavie et qui, le soir même, se donne la mort. László Bárdossy diplomate à Londres au lendemain de la Première Guerre mondiale et qui par opportunisme ou par conviction glisse vers un nationalisme de plus en plus étroit qui le conduira à déclarer avec enthousiasme la guerre à l'URSS au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Certes, la Hongrie ne manque d'esprits lucides mais ils ne veulent ou ne peuvent rien. Les communistes en 1945 ont en commun avec les nazis de détester les bourgeois épris de liberté et d'esprit des Lumières. Ces gens n'ont plus leur place dans la Hongrie nouvelle. Márai choisit donc la route de l'exil qui le conduira en 1952 aux États-Unis. Il y met fin à ses jours en 1989.

Marc SÉVRIEN

Sándor Márai – « ***Ce que j'ai voulu taire*** », Albin Michel, Coll. Les grandes traductions, 2014, prix public : 18 €.

« *Les Braises* », traduit par Georges et Marcelle Régnier, Albin Michel, 02/1995.

Blog consacré à Sándor Márai http://sandor-marai.blogspot.fr/p/blog-post.html#Brai

Royaliste

Aïe ! La Poste

Chaque 1er janvier voit fleurir diverses augmentations de tarifs qui ne sont pas toutes indolores…

Mais cette année, c'est particulièrement douloureux puisque les tarifs postaux ont augmentés, et d'un seul coup, de 20 %. Cela signifie que l'envoi du journal coûte maintenant quelques 95 centimes d'euros.

Cette hausse sensible n'est pas sans conséquence pour nous. Pour autant, nous ne sommes pas disposés à augmenter le tarif de notre abonnement et cela pour deux raisons :

- **D'abord** parce que tout est déjà suffisamment cher pour que nous n'alourdissions pas vos charges ;

- **Ensuite** parce que nombre d'entre vous, près de la moitié pour être exact, verse déjà plus que le tarif normal de l'abonnement, fixé à 50 euros. Soit que vous ayez souscrit un abonnement de soutien, et vous êtes nombreux, soit que par prélévement automatique la réalité de vos versements dépasse le montant prévu.

Nous tenions simplement à vous en informer, pour vous remercier encore, tant de votre fidélité en tant qu'abonnés que pour votre participation à notre souscription annuelle.

Bien amicalement,

Pascal BEAUCHER

21 janvier

À Paris, la messe traditionnelle en hommage à Louis XVI aura lieu le **mercredi 21 janvier à 12 h 15** en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2 place du Louvre, 75001 Paris.

Les Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12e) pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain.

Accueil à partir de 19 h 45. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée. La conférence commence à 20 h précises et elle s'achève à 22 h. Une carte d'*Abonné des Mercredis* annuelle (12 euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences.

Après la conférence, à 22 h, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredi 21 janvier

Historien, **François-Marin FLEUTOT** est l'auteur, entre autres ouvrages, du livre *Des royalistes dans la Résistance* qui est devenu une référence. L'étude qu'il vient de publier porte sur le vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain, le 10 juillet 1940. On sait que, sur les 669 parlementaires réunis en « Assemblée nationale », 569 voteront pour, face aux 80 députés et sénateurs qui voteront contre. Pour beaucoup de Français, il y a là un choc frontal entre les partisans de l'abandon et une minorité de héros, qui annonce le conflit sanglant entre les Collaborateurs et les Résistants.

Dans son livre **Voter Pétain ?** François-Marin Fleutot rétablit toute la complexité de ce moment historique. Sait-on que, dans le groupe des 80, 71 parlementaires avaient voté la veille pour une révision constitutionnelle et que beaucoup, parmi eux, ont voté des motions favorables à un maréchal qui est alors considéré comme bon républicain ? Les itinéraires des parlementaires de 1940 pendant la guerre et après réservent maintes surprises…

Mercredi 28 janvier :

Chercheur en sciences politiques au Centre d'étude de la vie politique (Cevipol) à l'Université libre de Bruxelles, membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la fondation Jean Jaurès, **Gaël BRUSTIER** nous avait présenté ses deux précédents ouvrages : *Voyage au bout de la droite* en 2011 et *La guerre culturelle aura bien lieu* en 2013. Il a ensuite longuement enquêté sur le mouvement d'opposition à l'ouverture du mariage aux couples homosexuels.

Les rassemblements organisés dans le cadre de la *Manif pour tous* ont surpris la plupart des observateurs et le vote de la loi Taubira n'a pas entraîné un véritable apaisement des esprits. C'est que nous sommes en présence d'un mouvement culturel de grande ampleur, à tel point que Gaël Brustier évoque un **Mai 68 conservateur** qui souligne un changement profond dans les rapports de force au sein de la société française. Quelles sont les raisons de ce bouleversement ? Et quelles sont ses perspectives ?

Le **Congrès annuel** de la *Nouvelle Action royaliste* se tiendra les **11 et 12 avril 2015**.

Rappelons que tous les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou télécharger sur notre site Internet).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part « ***L'Enseignement de l'histoire*** » et, d'autre part, « ***La Planification*** ».

Outre le travail sur ces thème, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur.

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Profession : ..... Date de naissance : .....

Adresse Internet : .....

souscrit un abonnement de :

( ) trois mois (20 €) ( ) six mois (30 €) ( ) un an (50 €) ( ) soutien (120 €)

( ) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €) ( ) abonnement annuel en PDF (40 €)

***Royaliste*, 38 rue Sibuet - boite no 13 - 75012 Paris**

Elle vit, la France !

Par millions, les citoyens qui ont défilé de mercredi à dimanche dans tout le pays ont réaffirmé devant le monde entier une vieille et solide vérité : la France vit. Elle vit par son peuple, qui proclame à l'heure des périls son patriotisme et sa fidélité aux principes communs : Liberté, Égalité, Fraternité.

Il faut, hélas, que le sang soit versé pour que tout ce qui nous paraissait douteux, compliqué ou moribond devienne très simple. La France n'est pas sortie de l'histoire. La République n'est pas morte. Nos valeurs sont toujours connues, comprises et partagées. La nation française, millénaire, le peuple français, souverain, ne sont pas en train de se suicider ou en voie de soumission à un parti islamiste.

Notre mobilisation patriotique met en échec l'entreprise terroriste. Il fallait le courage des policiers, des gendarmes et de simples citoyens pour neutraliser les tueurs. Et il fallait que nous descendions dans la rue pour obtenir la victoire politique : comme l'explique Gilles Kepel, les stratèges de Daiich inspirent des attentats qui visent des écrivains et des journalistes, des citoyens juifs, des policiers et des militaires musulmans coupables selon eux d'apostasie, ceci afin de disloquer la société. Le peuple français leur a répondu que la **Liberté** impliquait la liberté d'expression, que l'**Égalité** transcendait les appartenances, que la peur se dominait par la **Fraternité** - et que tous ces principes se vivaient dans l'unité nationale. Régis Debray l'a dit : « *la pulsion de mort des uns réveille la pulsion de vie des autres*. »

Mais Régis sera sans doute d'accord avec ma mise en garde. La pulsion de vie conduit à marcher au coude-à-coude dans les rues en chantant la Marseillaise. Elle conduit aussi à formuler brutalement des constats et des exigences. Voici les miens :

L'unité nationale se réalise d'ordinaire grâce à l'autorité politique légitime et tend à la renforcer. Les 8 et 9 janvier, les déclarations confuses ou contradictoires de ministres et de dirigeants socialistes ont créé un malaise d'autant plus vif que François Hollande n'a pas su faire comprendre le sens de la présence à Paris de nombreux chefs d'État et de gouvernement. Les électeurs du Front national se sont sentis exclus et des citoyens de toutes opinions ne sont pas descendus dans la rue par crainte de manipulation et de récupération politiciennes ou pour ne pas « suivre » telle personnalité étrangère. Quand les détenteurs du pouvoir politique entravent l'unité nationale et la fraternité qu'ils réclament, il y a crise de légitimité.

La mobilisation populaire n'est pas une preuve de confiance donnée au président de la République, au gouvernement et aux chefs de partis. Ils n'ont pas à nous remercier d'être venus si nombreux : ce sont eux qui doivent être à la hauteur de l'événement historique et qui ont à répondre aux attentes, immenses, du peuple français. Ils ne nous rassureront pas avec une surveillance policière renforcée, un « *Patriot Act* à la française » et des discours sur la « guerre contre le terrorisme ». Le Front national est lui aussi engagé par son appel à l'unité nationale qui exclut la fabrication de clivages ethniques.

La France est confrontée à une guerre globale qui se joue sur de multiples théâtres : territoire national, Caucase, Proche-Orient, Afrique, Asie centrale… Les offensives sont menées par des troupes irrégulières, par des organisations politiques, par des terroristes, sur Internet et par le biais des grands médias ce qui implique des répliques cohérentes et diversifiées : l'armée française est engagée au Mali et en Irak, la Police nationale, les services de renseignements luttent contre le terrorisme et un combat politique doit être mené chaque jour. Il faut donc renforcer nos moyens militaires et policiers au lieu de les affaiblir, concevoir une réplique globale et un nouveau système d'alliances internationales, proposer aux Français un projet collectif au lieu de fixer un objectif, inatteignable, de réduction des déficits assorti des habituelles niaiseries européistes.

Nous voudrions retrouver l'espoir. Hélas, nous ne sommes pas les seuls à être revenus des défilés, dimanche soir, en craignant que les détenteurs du pouvoir, faute de savoir ce qu'est l'État, ne soient pas capables de comprendre l'attente du peuple français et de répondre, devant lui, de la France.

Bertrand RENOUVIN